

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2009)
Heft: 1842

Artikel: Ce que la crise aura révélé à la gauche socialiste : le PSS a raison de se préparer à la sortie d'une crise qui aura mis en évidence des transformations de fond : mais il aurait tort de ne pas y réfléchir d'abord
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013976>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

eu la chance de bénéficier d'une formation suffisante?

Reste à comprendre pourquoi ce pays, un des plus riches du monde, est aussi avare quand il s'agit d'investir. Longtemps plus riche que d'autres, la Suisse a pu financer son ménage public avec des impôts plus bas qu'ailleurs. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Or une concurrence fiscale

ruineuse entre les cantons finit par nous priver des impôts des contribuables les plus riches et des entreprises, trop mobiles. La démocratie directe, qui permet aux contribuables de voter les impôts qu'ils devront payer – ce que personne au monde ne peut comprendre – joue toujours plus un rôle de frein dès lors que l'essentiel de la charge fiscale retombe sur la classe moyenne. Le poids des

lobbies, l'emprise de l'idéologie libérale laissent croire que les entreprises et le marché suffisent à eux seuls à développer l'économie, à condition qu'on évite de s'endetter, qu'on supprime toute entrave, notamment fiscale. Or l'Etat ne doit pas être géré comme un ménage privé. Notre mentalité de boutiquier a des conséquences dommageables.

Ce que la crise aura révélé à la gauche socialiste

Le PSS a raison de se préparer à la sortie d'une crise qui aura mis en évidence des transformations de fond. Mais il aurait tort de ne pas y réfléchir d'abord

Yvette Jaggi (22 octobre 2009)

Investir dans les énergies renouvelables pour en tripler la part dans la consommation globale d'ici 2030. Instituer un salaire minimum équivalent à 60% au moins du salaire médian payé en Suisse pour mettre fin au dumping salarial. Tels sont les objectifs des deux initiatives populaires fédérales que, suivant l'avis concordant de la base et des sections, le Congrès du PSS a décidé samedi dernier de lancer dès l'an prochain. Habile combinaison pour mieux sortir de la crise, par la double porte rose et verte. Ainsi, le PS fait également droit à ses deux priorités et sensibilités complémentaires, la défense des travailleurs et la protection de l'environnement. Voilà un parti qui garde les pieds sur terrain connu. Pas de raison de s'aventurer en zones moins balisées: écartés les débats sur la décroissance et l'antiproduktivisme, sur la résurgence de l'économie-casino malsainement prospère,

sur la bonne gestion des biens collectifs étudiée par Elinor Ostrom, Prix Nobel d'économie 2009.

Côté PS donc, les principaux axes de la campagne pour les élections nationales de 2011 sont désormais connus. Reste à les développer et surtout à les insérer dans le vaste et long processus de révision du programme du parti. Reste aussi à rendre le tout plus lisible, à en faire mieux apparaître la cohérence. En commençant par le traditionnel label «socialiste» et le nouveau logo «oui», qui méritent tous deux clarification et réinterprétation dans les circonstances actuelles.

Plus important encore. Le moment est venu d'une analyse critique ainsi que d'une réflexion sur les effets de la crise, dont le PSS ne peut plus faire l'économie. Car cette dure période aura permis à la gauche d'une part d'améliorer

sa connaissance des mécanismes économiques et des réalités sociales et, d'autre part, de prendre conscience de certains manquements dans sa pensée comme dans son action sur le terrain.

Les échelles

L'ampleur de la crise, financière d'abord puis économique, a bousculé les échelles de référence, monétaires et géographiques.

Les montants cités quotidiennement dans les médias ont passé l'an dernier du million au milliard d'unités monétaires. Des dizaines de milliards de dollars ont brûlé dans les fours de la spéculation, des centaines ont servi à financer des plans de sauvetage et de relance. Les banques centrales et internationales ont sorti des sommes dont on n'arrive plus à se représenter la contre-valeur réelle, au point de douter de

son existence et de se représenter le système économique comme un vaste bain de bulles.

La mondialisation a quant à elle confirmé sa dimension planétaire, qui a fortement accéléré la diffusion de la crise mais aussi montré ses limites institutionnelles. Sous l'influence des altermondialistes, que la crise semble avoir dissous pour en faire des anticapitalistes sommaires, on pensait que les groupes industriels et financiers actifs sur les marchés globalisés avaient supplanté les Etats, sous prétexte que leurs chiffres d'affaires et même leurs profits dépassent le produit national brut de nombreux pays. Or les multinationales sont toutes rattachées à un Etat, où elles ont bel et bien leur domicile fixe, leur siège principal, et dont elles requièrent souvent le soutien. Clarification importante, notamment pour la Suisse, apportée par la sociologue Saskia Sassen dans son plus récent ouvrage traduit en français.

L'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, une perspective sur laquelle le PSS a mis prudemment la sourdine ces dernières années, fera débat jusqu'au jour même où notre pays deviendra effectivement membre de l'UE. Pas demain, mais après-demain, prédit Moritz Leuenberger, dont la politique des transports est tenue pour exemplaire à Bruxelles. Mais le PS semble avoir oublié la dimension continentale; à moins qu'il se range tacitement parmi ceux pour qui la Suisse reste loin d'avoir épuisé les charmes du bilatéralisme opportuniste et les possibilités

de s'aligner sans codécider. Autant dire que le PS, traditionnellement pro-européen, se retrouvera sur une position tactique encore plus en retrait que celle du Conseil fédéral dans son récent *Rapport de politique extérieure*, qui réserve expressément l'adhésion comme «*une option pour la Suisse*» (DP 1840).

Les structures intérieures de notre pays, longtemps figées, commencent à bouger: les régions transfrontalières et intercantionales instaurent des collaborations nouvelles, les agglomérations passent des contrats, les communes fusionnent. A tous les niveaux, on vise une réduction des écarts entre espaces fonctionnels (régions urbaines par ex.) et territoires institutionnels (cantons, communes). Si la crise n'a pas lancé le mouvement, elle l'aura sans aucun doute accentué. Comme aura été du même coup renforcé le besoin de nouvelles formes de concertation et de participation pour les projets de développement territorial et local (DP 1796) – auxquels le PS se doit de contribuer efficacement. Sous peine de voir le discours anti-frontaliers prospérer à Genève et ailleurs.

Les ressources

Même si les énormes mouvements d'argent liés à la gestion de la crise paraissent abstraits, ils n'en ont pas moins des effets directs et durables sur les finances publiques. Les recettes fiscales encaissées auprès des personnes physiques comme des sociétés commerciales vont chuter en proportion de la «*régression à chaud*» de leur capacité

contributive. Pour nombre d'entreprises, le retour aux chiffres noirs et aux bénéfiques après amortissement ne se fera pas avant plusieurs exercices. D'ici là, les budgets des cantons et des villes, spécialement de ceux et celles qui abritent une place financière, demeureront très serrés et ne permettront des investissements de relance qu'au prix d'un endettement croissant.

Pas besoin d'être grand clerc pour deviner que la gestion de la dette publique représente d'ores et déjà le problème politique majeur de l'après-crise pour les Etats et les collectivités territoriales. En Suisse, où l'inquiétude du débiteur privé s'étend le plus souvent à la situation des caisses publiques, l'endettement engendre un souci que les grands argentiers ne se privent pas de faire partager aux élus et aux citoyens.

Souvent qualifiés de dépensiers, les socialistes, qui s'opposent régulièrement aux mécanismes de frein à l'endettement, auront fort à faire pour éviter les blocages et les réductions budgétaires que la droite ne manquera pas de chercher à imposer en matière de sécurité sociale, de protection de l'environnement ainsi que de formation et de recherche. Et quand le ministre UDC des armées Ueli Maurer choque élus et galonnés en faisant mine de vouloir économiser sur l'achat d'avions de combat, le gag donne la mesure de la menace qui pèse sur des dépenses autrement plus importantes aux yeux des socialistes.

En clair, la marge de manœuvre budgétaire des

pouvoirs publics sera sans doute fortement réduite dans les années à venir, en Suisse comme dans d'autres pays où la dette dépasse toutes les normes établies et précautions d'usage. Il incombera au PSS et à ses alliés de préserver les investissements prioritaires pour les infrastructures de transports collectifs, les énergies renouvelables et les établissements d'enseignement, tous niveaux confondus.

A noter que la crise aura porté un coup très dur au budget des grands partis bourgeois qui ont dû renoncer dès cette année au *sponsoring* d'UBS, sauvée l'automne dernier à coup de milliards par la Confédération et la Banque nationale. La liste des autres banques et entreprises donatrices a même circulé. Les bénéficiaires ont pris leurs précautions: ceux-là même qui s'étaient opposés à réitérées reprises au financement accru des partis par les fonds publics ont accepté pour 2010 une augmentation substantielle de la contribution de la Confédération aux groupes parlementaires ayant au moins cinq élus à l'Assemblée fédérale.

Les méthodes

C'est bien au niveau des actions sur le terrain que la crise a révélé le plus de lacunes et d'inadéquations de la part des responsables et militants du PS, ici et là déjà installés dans

leurs nouvelles habitudes de majoritaires. Or c'est à ce niveau aussi que se forment les victoires ou se préparent les défaites électorales.

Affrontant lui-même les publics les plus divers, y compris les actionnaires d'UBS réunis en assemblée extraordinaire au printemps dernier, Christian Levrat, président du PSS, envoie ses troupes dans la rue, au stade, sur Facebook, au sein du mouvement associatif. Fort bien. Mais a-t-il remarqué où se prennent les initiatives les plus novatrices, les élans les plus surprenants, les engagements spontanés les plus sérieux en termes d'organisation sinon de longue durée?

Dans les associations et autres rassemblements sans but prioritairement lucratif certes, mais d'une génération nouvelle, d'un style différent et surtout d'une capacité de mobilisation souvent impressionnante. Plus précisément dans ce «*tiers secteur*» de l'économie sociale et solidaire où associations, coopératives, fondations, sociétés simples et autres formes juridiques plus ou moins définies créent des entreprises et des activités viables à moyen et long terme. Un secteur qu'observent non sans envie ni méfiance les associations traditionnelles, partis et syndicats compris. A l'exception des Verts, peut-être la seule formation politique

dont le fonctionnement s'apparente (encore?) à celui qui prévaut dans les collectifs plus ou moins formalistes.

De manière générale, le PSS aurait intérêt à étudier de plus près les solutions de proximité que la crise a remises à jour. Les systèmes de monnaies locales resurgissent de toutes parts, y compris aux Etats-Unis et au Japon, tout comme les mutuelles et autres organisations d'entraide plus connues en Europe. Se développent aussi les ventes directes faites par le producteur, agricole ou maraîcher par exemple, au consommateur amateur d'appellations d'origine qu'il contrôle lui-même; le succès de ces réseaux de distribution simplifiés confirme une aspiration de plus en plus répandue à la suppression des intermédiaires et à la gestion autonome de ses propres sources d'approvisionnement.

Ultime sujet de réflexion. Il arrive que les associations sans but lucratif parviennent, à force de persévérance et de professionnalisme, à des résultats hors de portée de la politique. Après tout, c'est la Fédération romande des consommateurs (FRC) qui a obtenu du Crédit Suisse les premières indemnités de clients touchés par la faillite de Lehman Brothers, à la suite d'une sorte inédite de «*class action*» à l'helvétique.